



CCAF-FCVI^{INC}

Fête 25 ans d'excellence en gouvernance, reddition de comptes, gestion et vérification dans le secteur public

S E P T E M B R E 2 0 0 5

Rapport **AUX** membres, 2005

Avec fierté et confiance

Message **DU** président du conseil **ET DU** directeur général



PETER VALENTINE, FCA
Président du conseil

En 2005 - avec un quart de siècle de réussites derrière elle et la volonté de continuer à exercer une influence au Canada et à l'étranger dans les années à venir -, la CCAF-FCVI fête son 25^e anniversaire avec un sentiment de fierté vis-à-vis du passé et de confiance face à l'avenir.

C'est avec plaisir que nous vous présentons ce rapport d'activités au moment même où nos membres et invités d'honneur se préparent à se réunir à Ottawa pour notre Congrès national, les 17 et 18 octobre. Ce congrès, qui promet d'être l'un de nos meilleurs à ce jour, porte sur le thème ***Dialogue avec les citoyens. Viser le changement... assurer le succès.*** D'excellents conférenciers

prendront la parole, et les discussions en table ronde porteront sur des enjeux qui sauront intéresser nos membres. Nous sommes heureux que cette année le Congrès sera coprésidé par trois chefs de file des plus dynamiques :

- **Sheila Fraser**, vérificatrice générale du Canada;
- **Rita Dionne-Marsolais**, députée de Rosemont et présidente de la Commission de l'administration publique, Assemblée nationale du Québec;
- **Carol Layton**, sous-ministre, Accomplissement des résultats, Bureau du conseil des ministres, Gouvernement de l'Ontario.



MICHAEL EASTMAN, CMA
Directeur général

Le congrès annuel constitue un élément essentiel qui contribue à la réalisation de la mission de la CCAF-FCVI : exercer un leadership éclairé, bâtir le savoir et développer les capacités afin d'assurer une gouvernance efficace ainsi qu'une reddition de comptes, une gestion et une vérification cohérentes.

Nous annexons au présent rapport les états financiers de la CCAF-FCVI pour l'exercice terminé le 31 mars 2005. De plus, pour vous informer des derniers états des travaux en cours à la veille de notre Congrès national, nous vous présentons un compte rendu de nos activités et résultats jusqu'à la fin juin 2005, ainsi qu'un aperçu de ce qui nous attend l'année prochaine. Selon le nouveau calendrier de publication de l'information, nous comptons désormais publier notre rapport annuel aux membres vers la mi-octobre.

Aspects essentiels de la performance

Dans le *Rapport aux membres* de l'an dernier, nous avons indiqué qu'il serait nécessaire de régler trois grands dossiers : la gouvernance, les ressources financières et humaines, et les relations avec les parties prenantes. Voici les progrès accomplis sur ces fronts.

Gouvernance : Au début de 2005, le nouveau comité sur la gouvernance, présidé par David Hope, a obtenu l'approbation du conseil d'administration sur une stratégie de perfectionnement de la gouvernance. Dans le cadre de cette stratégie, le comité travaille à la rédaction d'un manuel de gouvernance à l'intention des administrateurs de la CCAF-FCVI, dans lequel on précise le mandat, les politiques et les processus en matière de gouvernance. Le comité élabore actuellement un processus et calendrier d'évaluation du conseil, et passe en revue le processus de nomination des membres du conseil. Grâce à ces initiatives, les membres de votre conseil d'administration seront mieux en mesure de s'acquitter de leurs responsabilités avec diligence et de s'assurer que les actions prises sont efficaces.

Ressources financières et humaines : Ce sont là des questions qui posent des risques considérables pour la CCAF-FCVI. Pendant plusieurs années, le financement de la CCAF-FCVI a baissé en raison des contraintes budgétaires de certains membres. Les revenus se sont stabilisés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2004 et n'ont pas rechuté au cours de l'exercice suivant, clos le 31 mars 2005, ce qui suggère que nous avons passé le moment critique. Nous sommes heureux d'accueillir quatre nouveaux membres cotisants : le gouvernement du Nunavut, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien et la Division de la vérification interne du gouvernement de l'Ontario. Cet élargissement de notre base de financement permet de réduire l'impact qu'occasionnerait la perte d'un de nos membres. Au début de 2005, le conseil d'administration a décidé d'accepter des fonds provenant de commanditaires pour des travaux de recherche qui répondent aux objectifs que s'est fixés la CCAF-FCVI. Cette mesure permettra d'augmenter nos revenus de façon considérable au cours de l'exercice 2005-2006.

Quant à la réduction des coûts de fonctionnement, le déménagement des bureaux de la CCAF-FCVI en février 2005 donnera lieu à une économie annuelle de 35 000 \$, montant non négligeable pour une petite organisation comme la nôtre.

La petite taille de la CCAF-FCVI joue aussi dans la gestion de nos ressources humaines. La perte inattendue de l'un de nos gestionnaires, comme cela s'est produit cette année, retarde considérablement nos programmes. Nous planifions actuellement la relève pour réduire l'incidence du départ à la retraite que prévoient plusieurs cadres en 2005. En 2006, le nombre de nos conseillers en recherche risque de passer de trois à deux - ce qui correspond à nos

contraintes budgétaires, mais non à la portée ambitieuse de notre plan d'action en matière de recherche. Cette situation pourrait nous empêcher d'accomplir tout ce que nous espérons.

Relations avec les parties prenantes : Notre Programme d'information à l'intention de nos organisations membres, en vertu duquel notre Directeur général se rend dans chaque province et territoire au moins une fois l'an afin d'échanger avec nos organisations membres sur les questions que celles-ci jugent importantes, a permis de consolider les relations avec elles. Notre congrès national soulignera nos efforts pour renforcer les liens avec nos membres et autres parties prenantes. Nous déployons également des efforts concertés pour offrir à nos membres des rapports utiles et faciles à consulter sur nos activités, sur papier et en format électronique.

Regard vers l'avenir

En mars 2005, le conseil d'administration a fixé trois priorités immédiates pour la CCAF-FCVI : le financement, la communication avec les parties prenantes, et la recherche.

Financement : Bien que nos revenus se soient stabilisés, nous devons continuer nos efforts pour harmoniser nos objectifs et notre capacité de les réaliser. À ces fins, nous devons continuer à maintenir un contrôle serré sur nos dépenses, et rechercher de nouvelles sources de financement, dont des partenariats et entreprises communes.

Communication avec les parties prenantes : Nous savons qu'il est essentiel de continuer à investir et à mettre l'accent sur les relations avec les parties prenantes. Nous communiquerons fréquemment avec nos membres et continuerons à les garder informés des résultats de nos travaux de recherche.

Recherche : Les produits découlant de notre programme de recherche constituent la force vitale de la CCAF-FCVI. C'est dans le cadre de nos travaux de recherche que nous mettons sur pied des symposiums, forums et notre congrès national auxquels participent des experts. Ces activités s'avèrent des plus utiles pour nos membres. Elles incitent d'autres organisations à collaborer avec nous. Au cours de l'année qui vient, nous veillerons à maintenir le rythme des progrès réalisés en matière de recherche, et élaborerons un plan d'action pour les travaux de recherche à effectuer après 2006.

Vingt-cinq ans de réussite

Tout en nous préparant pour les défis qui nous attendent, nous savons que la CCAF-FCVI a su surmonter de nombreux obstacles et atteint de nombreux objectifs depuis sa création. Voici les faits saillants de nos vingt-cinq premières années :

1980 : Sous la direction de l'ancien vérificateur général du Canada James J. Macdonell, la Fondation canadienne pour la vérification intégrée (FCVI) est fondée pour répondre à un besoin d'améliorer la gouvernance, la gestion et la reddition de comptes dans l'ensemble du secteur public. Jean-Pierre Boisclair est nommé directeur général.

1980 : La FCVI lance son Programme international de bourses d'études, dans le cadre duquel des vérificateurs chevronnés travaillant dans les bureaux nationaux de vérification de pays en développement effectuent un stage de formation de neuf mois au Canada comportant un volet pratique et un volet théorique. Financé par l'Agence canadienne de développement international, le programme vise à renforcer le rôle de la vérification de la performance dans les bureaux de vérification des pays en développement.

Début et milieu des années 1980 : La FCVI devient le moteur du concept de la vérification intégrée, publiant plus de 15 études sur la reddition de comptes et la vérification intégrée.

Milieu et fin des années 1980 : La FCVI élargit sa portée pour s'intéresser à la publication par les dirigeants de l'information sur l'efficacité du secteur public, dans un effort de définir des mesures autres que la performance financière pour juger de l'efficacité d'une organisation.

Début et milieu des années 1990 : La FCVI met au point une série d'outils pour aider les dirigeants à rendre compte de leur efficacité. Elle publie sa première trousse de soutien en matière de gouvernance - *En quête d'une gouverne efficace* - dans laquelle on définit les caractéristiques d'une gouvernance efficace.

1995 : La FCVI se rebaptise CCAF-FCVI Inc. pour indiquer qu'elle ne se limite aucunement à la vérification, et s'intéresse également à la gestion et à la gouvernance.

1996 : La CCAF-FCVI publie *Reddition de comptes, rapports sur la performance et vérification intégrée. Une vue d'ensemble*, un manuel de 400 pages.

Milieu et fin des années 1990 : La CCAF-FCVI joue un rôle clé pour aider le gouvernement du Canada à moderniser la fonction de contrôle. De plus, elle met à jour ses programmes de formation en s'appuyant sur les récents travaux effectués dans les domaines de la gouvernance et de la reddition de comptes. À ce chapitre, elle met sur pied un atelier sur la gouvernance destiné aux membres d'instances gouvernantes et aux cadres dirigeants, ainsi qu'aux praticiens chevronnés qui les appuient. Elle élabore aussi un programme d'apprentissage constitué d'ateliers destinés aux praticiens. La CCAF-FCVI publie un lexique des termes liés à la gouvernance, à la reddition de comptes et à la vérification intégrée en anglais, français, espagnol et arabe; et crée aussi une version électronique de cet ouvrage.

2000 : Les principales activités de la CCAF-FCVI sont la recherche et l'éducation, ainsi que des activités de soutien en matière de développement des capacités.

Début des années 2000 à ce jour : La CCAF-FCVI met l'accent sur le développement des capacités et la collaboration dans le cadre de partenariats et d'alliances stratégiques. Les travaux de recherche portent essentiellement sur trois domaines : la publication de l'information sur la performance; la reddition de comptes et la vérification; et le partage de la gouvernance et des responsabilités connexes.

2004 : Michael P. Eastman est nommé directeur général.

2005 : La CCAF-FCVI fête son 25^e anniversaire.

2005 : Le Programme international de bourses d'études a déjà 25 ans. Au total, 168 boursiers de 48 pays ont participé au Programme.

Au cours des 25 dernières années, des centaines de Canadiens ont joué un rôle déterminant dans la réussite de la CCAF-FCVI, en siégeant au conseil d'administration ou à l'un de nos comités ou encore en participant à l'une de nos activités. Nous souhaitons remercier chacun d'entre eux pour leur généreuse contribution. Nous saluons tout particulièrement les individus qui ont assuré la présidence de notre conseil d'administration depuis la création de la CCAF-FCVI (voir encadré).

Peter Valentine
J. Douglas Barrington
John B. Cole
Gordon H. Cowperthwaite
James J. Macdonell

La suite de ce rapport porte sur les sujets suivants :

- Gouvernance de la CCAF-FCVI
- Activités de recherche
- Activités internationales
- Administration et communications
- Analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation

GOVERNANCE DE LA CCAF-FCVI

Conseil d'administration

En 2004, on a modifié le Règlement général de la CCAF-FCVI pour que le nombre des membres du Conseil passe de huit à douze. Cette modification ouvre la table du Conseil à de nouveaux points de vue, lequel jouit ainsi d'une plus grande latitude dans l'exercice de ses fonctions.

PETER VALENTINE, FCA (président)
Conseiller principal auprès du président et
chef de la direction
Calgary Health Region

MICHAEL J. MCLAUGHLIN, FCMA (vice-président)
Vice-président et chef de la direction financière
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

J. BRYAN DISHER, FCA (trésorier)
Associé directeur, Bureau d'Ottawa
PricewaterhouseCoopers

DORIS PARDIS, CA (secrétaire)
Vérificatrice générale adjointe
Vérificateur général du Québec

KATHRYN BOUEY
Secrétaire et sous-ministre du Conseil de gestion de
l'Ontario

DAVID BROWN, c.r.
Président du conseil
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

NAVIN M. DAVE, CA, CMC
Associé directeur canadien, Bureaux en région
KPMG s.r.l.

DAVID A. HOPE, FCA
Président du conseil
Institut Canadien des Comptables Agréés

JOHN A. MACNAUGHTON, CM
Ancien président et chef de la direction
L'Office d'investissement du régime de pensions du
Canada

RICHARD SMITH
Vérificateur général adjoint
Bureau du vérificateur général du Canada

Les membres du Conseil sont des chefs de file dans leurs domaines respectifs : administration gouvernementale, gestion, vérification, vérification législative, profession de comptables, entreprise privée et secteur des organismes à but non lucratif. Au 31 mars 2005, le Conseil était composé des membres suivants :

Nous exprimons notre gratitude envers deux membres du conseil d'administration qui ont quitté le Conseil cette année et qui ont travaillé de pied ferme pour votre compte : Jim Judd, directeur du Service canadien du renseignement de sécurité; et Karn Sandy, directrice générale des ressources humaines, à l'Université de Winnipeg.

FAITS SAILLANTS : STRUCTURE DU CONSEIL, SON MODE DE FONCTIONNEMENT ET SES ACTIVITÉS

RÔLE

Le conseil d'administration est responsable de la préparation du plan d'entreprise et du rapport sur la performance de la CCAF-FCVI qui sont présentés aux membres; de la gouvernance (incluant les mises en candidature en ce qui concerne le Conseil et les comités); de la recherche (incluant la préparation et le contrôle du programme et du plan de recherche de la CCAF-FCVI); des ressources humaines; et de la vérification (incluant les questions liées aux finances, à la budgétisation et au contrôle interne).

TAILLE

Le Conseil est formé de douze membres, dont huit ont été élus en juillet 2004 (deux pour un mandat de un an et six pour un mandat de deux ans). Étant donné que le nombre d'administrateurs est passé de huit à douze en 2004, cette attribution de mandats de durée variée permet au Conseil de respecter le principe du roulement de la moitié des membres du Conseil chaque année.

STRUCTURE

Le Conseil compte deux comités permanents : le comité de vérification et le comité sur la gouvernance.

Le rôle du comité de vérification (voir la liste des membres ci-dessous) consiste à guider le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités en matière de surveillance en examinant :

- les états financiers annuels vérifiés ainsi que l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation;
- les systèmes de contrôle interne mis en place par la direction et le Conseil;
- les questions connexes relatives aux principes comptables et aux processus de vérification.

Le rôle du comité sur la gouvernance (voir la liste des membres ci-dessous) comporte deux volets :

- mener, au nom du Conseil, les processus de sélection, de recrutement et de mise ou remise en candidature des administrateurs;
- assister le Conseil en ce qui concerne les questions liées au fonctionnement et à la performance du système de gouvernance de la CCAF-FCVI.

De plus, le Conseil peut établir des comités ad hoc ou des groupes de travail constitués de ses membres et, s'il le juge approprié, d'intervenants provenant de l'extérieur. Au cours de l'exercice 2004-2005, il a créé le groupe de travail sur les ressources financières et la stratégie de financement (voir la liste des membres ci-dessous) pour l'assister dans l'étude de ces questions critiques.

RÉUNIONS

Au cours de l'exercice 2004-2005 (et jusqu'en juin 2005), le Conseil s'est réuni cinq fois (en juillet 2004, ainsi qu'en janvier, mars, mai et juin 2005). Quant à ses comité de vérification et comité sur la gouvernance, ainsi qu'au groupe de travail sur les ressources financières et la stratégie de financement, ils se sont réunis plusieurs fois.

INITIATIVES EN MATIÈRE D'AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE

Au cours de l'exercice 2004-2005, le Conseil a lancé les initiatives suivantes :

- En juillet, le Conseil a approuvé le mandat du comité de vérification et celui du comité sur la gouvernance (anciennement le comité des candidatures).
- Pendant l'été de 2004, le nouveau comité sur la gouvernance a été formé. Sa première réunion a eu lieu en octobre.
- En janvier 2005, le Conseil a approuvé une stratégie visant l'amélioration de la gouvernance, laquelle stratégie comporte trois éléments :
 - l'élaboration d'un « manuel de l'administrateur », expliquant le mandat, les politiques et les processus. Le Conseil a franchi la première étape à ce chapitre en approuvant les politiques liées au mandat du conseil d'administration, du président du conseil, des administrateurs et du directeur général;
 - l'instauration d'un processus d'évaluation de la gouvernance;
 - la mise à jour du processus de mise en candidature des administrateurs.
- Pendant les mois de février et mars, on a entrepris une évaluation de la gouvernance, dont les résultats ont été pris en considération dans le processus de mise en candidature de 2005 et sont abordés davantage dans les travaux du comité sur la gouvernance.
- En juin, les membres du Conseil ont pris connaissance des résultats des travaux effectués par le comité sur la gouvernance quant au processus de mise en candidature. On a préparé la liste de candidats à proposer à l'élection qui se tiendra à l'assemblée générale annuelle prévue pour octobre 2005.

COMITÉ DE VÉRIFICATION

Présidente

NAVIN DAVE, associé directeur canadien, Bureaux en région, KPMG s.r.l.

Membres

KATHRYN BOUEY, secrétaire et sous-ministre du Conseil de gestion de l'Ontario

DAVID RATTRAY, associé affilié, Centre de Gestion Publique (membre indépendant)

COMITÉ SUR LA GOUVERNANCE

Président

DAVID HOPE, président du conseil, Institut Canadien des Comptables Agréés

Membres

NAVIN DAVE, associé directeur canadien, Bureaux en région, KPMG s.r.l.

JOHN A. MACNAUGHTON, président et chef de la direction, L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

DORIS PARADIS, vérificatrice générale adjointe, Le Vérificateur général du Québec

GRUPE DE TRAVAIL SUR LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET LA STRATÉGIE DE FINANCEMENT

Coprésidents

MICHAEL P. EASTMAN, directeur général, CCAF-FCVI

RICHARD SMITH, vérificateur général adjoint, Bureau du vérificateur général du Canada

Membres

BRYAN DISHER, associé directeur, Bureau d'Ottawa, PricewaterhouseCoopers

MICHAEL J. McLAUGHLIN, vice-président et chef de la direction financière, Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Activités de recherche

Cadre de planification

Approuvés par le conseil d'administration, les objectifs et le plan d'action en matière de recherche pour 2003-2006 ont été élaborés dans le cadre d'un processus de consultation mené auprès des organisations membres cotisants et des principales parties prenantes. Le programme de recherche de la CCAF-FCVI comporte trois grandes orientations stratégiques :

- Publication de l'information sur la performance
- Reddition de comptes et vérification
- Partage de la gouvernance et des responsabilités connexes.

CADRE STRATÉGIQUE

La recherche est abordée comme un continuum comportant plusieurs étapes, dont la recherche conceptuelle, la recherche appliquée, le transfert des connaissances, le développement des capacités, et la détermination et l'analyse des pratiques exemplaires. Selon le sujet abordé, il peut s'avérer nécessaire de franchir toutes ces étapes du continuum, ou seulement quelques-unes.

Le programme de recherche étant intimement lié à la mission de la CCAF-FCVI, le conseil d'administration joue un rôle de premier plan dans la formulation des plans de recherche, en plus de s'acquitter de ses responsabilités de surveillance qui, elles, consistent à s'assurer que la CCAF-FCVI possède les capacités nécessaires, exerce le contrôle requis et s'acquitte convenablement de son obligation de rendre compte en ce qui concerne l'élaboration des plans de recherche, leur mise en œuvre et la performance des travaux de recherche effectués. Ce rôle et ces responsabilités de surveillance sont énoncés dans une politique du conseil qui, elle, prévoit également l'établissement de groupes consultatifs et de groupes de travail qui orientent la CCAF-FCVI et l'aident à effectuer les différentes composantes de son programme de recherche.

Pour chacune de ces grandes orientations stratégiques, nous avons élaboré un programme pluriannuel comportant plusieurs étapes, au cours desquelles nous effectuerons différents travaux de recherche et de développement des capacités. Nous ajustons l'objectif ou le calendrier de travail des différentes composantes de ce plan de recherche pour tenir compte des nouvelles priorités, des contraintes ou encore des occasions qui se présentent.

Activités et résultats réalisés en 2004-2005; et ceux prévus pour 2005-2006

Aperçu : La CCAF-FCVI a poursuivi les travaux inscrits dans le cadre de chacun de trois programmes pluriannuels, et pour ce faire, a pu compter sur un solide appui de la part de ses parties prenantes. Cette situation s'explique par le fait que nous avons élaboré notre programme de recherche en tenant compte des priorités que les deux paliers supérieurs de gouvernement au Canada se sont fixées. En mars 2005, le conseil d'administration a passé en revue et mis à jour le programme de recherche afin de veiller à ce que celui-ci corresponde toujours aux intérêts et aux préoccupations des parties prenantes.

Publication de l'information sur la performance : Ce programme en est maintenant à sa troisième et dernière phase. Celle-ci comporte deux volets : soutenir la mise en œuvre des principes recommandés par la CCAF-FCVI au chapitre de la publication de l'information sur la performance; et explorer la publication de l'information sur la performance selon le point de vue des utilisateurs et des utilisations de cette information.



Pour sensibiliser les parties intéressées et encourager l'utilisation de ces principes guidant la publication de l'information, la CCAF-FCVI a organisé ou présidé une foule de séances de travail (ou encore elle a participé à de telles séances mises sur pied par d'autres organismes). Entre autres, mentionnons : un symposium de la Bibliothèque du Parlement à l'intention des députés et

GRUPE CONSULTATIF SUR L'INFORMATION EN MATIÈRE DE PERFORMANCE (au 30 novembre 2004)

Kathryn Bouey, secrétaire et sous-ministre, Conseil de gestion de l'Ontario

Sheila Fraser, vérificatrice générale du Canada

D. Ian Glen, président, Commission nationale des libérations conditionnelles

Katherine Graham, doyenne, faculté des Affaires publiques et de la gestion, Université Carleton

Michael Joyce, secrétaire adjoint, Opérations des dépenses et rapports, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

Geoffrey Kelley, député à l'Assemblée nationale du Québec (Jacques-Cartier), et président de la Commission de l'éducation

Peter Kruselnicki, sous-ministre des Finances (Alberta) et secrétaire au Conseil du Trésor de l'Alberta

Graham Steele, député à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse (Halifax Fairview), et président du Comité permanent sur les comptes publics

Daryl Wilson, vérificateur général du Nouveau-Brunswick

Ken Hoffman, vérificateur général adjoint de l'Alberta, assure la liaison avec le Groupe d'étude sur la présentation et la vérification de l'information sur la performance, qui relève du Conseil canadien des vérificateurs législatifs

RESSOURCES ET CADRE DE FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice 2004-2005, le budget consacré au programme de recherche s'élève à quelque 660 000 \$, ce qui comprend les salaires payés et le soutien non salarial. L'équipe de recherche de base est formée du directeur de recherche et de conseillers en recherche détachés à la CCAF-FCVI pour travailler sur des aspects particuliers de notre programme de recherche.

Nous devons composer avec des « ressources professionnelles » incertaines, car aucun chercheur ne travaille à la CCAF-FCVI comme employé permanent. En 2006, au fur et à mesure que nous mènerons à terme les programmes et activités de recherche en cours, il est probable que le nombre de conseillers en recherche passera de trois à deux.

sénateurs; une séance du Conference Board du Canada; et une conférence de l'Institut d'administration publique du Canada. De plus, nous avons organisé et présidé un symposium à l'intention de chefs de file au Canada - cadres dirigeants, vérificateurs et membres de corps législatifs - pour connaître leurs points de vue et promouvoir l'adoption de pratiques exemplaires.

Avec notre encouragement, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a établi un groupe de travail qui a pour mandat d'élaborer des énoncés sur les pratiques que devraient adopter les administrations publiques en matière de publication de l'information sur leur performance. Ce groupe de travail a adopté les principes de la CCAF-FCVI comme point de départ pour ces travaux. De même, le Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) utilise nos principes dans le cadre des travaux qu'il effectue aux chapitres de la publication de l'information sur la performance et de la vérification.

En participant à la conférence annuelle du Conseil canadien des comités des comptes publics (CCCCP) tenue en août 2004, nous avons reçu des commentaires utiles et avons ainsi pu faire avancer le travail de recherche sur les « Utilisateurs et utilisations ».

En 2005-2006, nous publierons les résultats de notre premier Symposium à l'intention des chefs de file sur la publication de l'information sur la performance, et nous organiserons un second symposium. Nous publierons également un rapport de recherche sur le travail effectué au chapitre des « Utilisateurs et utilisations » - dans un premier temps, en vue de la tenue de notre Congrès national, nous produirons un document résumant les principaux enjeux et résultats; et par la suite, nous publierons le rapport complet et élaborerons une stratégie de communications/mise en œuvre en ce qui concerne les recommandations découlant de ce travail.

Reddition de comptes et vérification : Dans le cadre du travail de recherche portant sur les comités de surveillance parlementaire (comités des comptes publics ou CCP), nous explorons les liens qui existent entre ces comités d'une part, et les vérificateurs législatifs et les gestionnaires publics d'autre part. En 2004-2005, nous avons terminé deux travaux de base : la publication d'un document d'information sur les progrès réalisés récemment au chapitre de la surveillance législative en Grande-Bretagne et en Australie; et un survol des comités canadiens des comptes publics, réalisé en collaboration avec le Secrétariat exécutif du CCCCCP. En outre, la CCAF-FCVI collabore avec le Bureau du vérificateur général de l'Alberta à une étude spéciale portant sur les comités des comptes publics dans les provinces de l'Ouest du Canada. Nous planifions actuellement la tenue d'une étude similaire dans les Territoires.

À l'occasion de la conférence organisée conjointement par le CCCCCP et le CCVL en août

GROUPE CONSULTATIF SUR LA REDDITION DE COMPTES ET LA VÉRIFICATION

Rita Dionne-Marsolais, députée (Rosemont) à l'Assemblée nationale, et présidente de la Commission de l'administration publique

Fred J. Dunn, vérificateur général de l'Alberta

Carman Lapointe-Young, vérificatrice générale, Groupe de la Banque mondiale

Carol Layton, sous-ministre chargée de l'accomplissement des résultats, Bureau du Conseil des ministres, Gouvernement de l'Ontario

David McLaughlin, directeur général, Comité consultatif sur le déséquilibre fiscal, Conseil de la Fédération (ancien sous-ministre, Commission sur la démocratie législative, Gouvernement du Nouveau-Brunswick)

Michael J. McLaughlin, vice-président et chef de la direction financière, Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

John L. Noseworthy, vérificateur général de Terre-Neuve et Labrador

Jon W. Singleton, vérificateur général du Manitoba

Charles-Antoine St-Jean, contrôleur général du Canada

Ken Stewart, ancien député (Maple Ridge-Pitt Meadows) et président du Comité permanent sur les sociétés d'État, Assemblée législative de la Colombie-Britannique

Axel Thesberg, associé directeur canadien, Centre de certification et des méthodes professionnelles, KPMG

John Wiersema, sous-vérificateur général du Canada

John Williams, député (Edmonton-St. Albert), président du Comité permanent des comptes publics, Chambre des communes

2004, la CCAF-FCVI a présenté les résultats préliminaires obtenus au cours des travaux de recherche effectués sur les comités de surveillance parlementaire jusqu'à ce moment-là, et elle a discuté de son programme de recherche avec les participants. D'autres telles discussions auront lieu en août avec le CCCCP/CCVL. Nous avons commencé le processus d'entrevue par une série d'entretiens avec les présidents des comités des comptes publics et des vérificateurs généraux.

En vue de la tenue de notre Congrès national, nous produirons un document résumant les principaux enjeux et résultats, à la suite duquel nous publierons le rapport complet sur ce travail de recherche et élaborerons une stratégie de communications/mise en œuvre des recommandations qui y seront formulées.

En 2004-2005, la CCAF-FCVI a publié le compte rendu du premier forum national sur la vérification interne, qui s'est déroulé à Toronto, en novembre 2003, et elle a organisé un deuxième tel forum, qui s'est tenu à Victoria en octobre 2004. Les vérificateurs internes de l'ensemble des provinces et des territoires du Canada, ainsi que la directrice du Centre fédéral d'excellence en vérification interne, ont participé au forum de 2004.

En mai 2005, nous avons publié le compte rendu du forum de 2004. Il a été décidé que ce forum national serait désormais une activité annuelle, grâce au soutien financier de la Division de la vérification interne du Conseil de gestion de l'Ontario. C'est donc à Québec, en octobre 2005, que se tiendra le 3^e forum national.

Ce projet a également bénéficié du lancement de plusieurs autres initiatives, notamment de l'identification et de l'analyse des principales préoccupations de la collectivité de vérificateurs internes, de la rédaction et de la diffusion d'un document d'information, et de la création d'un groupe de travail composé de chefs de la vérification interne qui aideront la CCAF-FCVI à organiser les forums.

De plus, en 2004-2005 la CCAF-FCVI a créé un groupe consultatif sur la reddition de comptes et la vérification (qui est composé de membres éminents des principaux groupes d'intérêts et se subdivise en sous-comités spécifiques à divers projets) et a publié une brochure d'information intitulée ***Programme axé sur la reddition de comptes et la vérification. Améliorer la reddition de comptes, rehausser la confiance du public. Information destinée aux parties intéressées.***

En fonction des ressources disponibles et des résultats obtenus de diverses consultations, la CCAF-FCVI pourrait lancer deux nouveaux projets dans le cadre de ce programme. L'un porterait sur l'interaction entre vérificateurs, gestionnaires et les conseils d'administration/comités de vérification dans les sociétés d'État; l'autre, sur les dispositions de gouvernance et de reddition de comptes prises en ce qui concerne les paiements de transfert.

Partage de la gouvernance et des responsabilités connexes : Dans le cadre du programme axé sur le partage de la gouvernance, la CCAF-FCVI et l'Association canadienne des soins de santé ont terminé un processus de consultation commun et publié un document intitulé ***L'excellence dans le système de santé du Canada. Principes guidant la gouverne, la gestion, la reddition de comptes et le partage des responsabilités.*** Les deux organisations mettent actuellement en œuvre une stratégie de communication commune et étudient l'avenir du projet.

La CCAF-FCVI étudie actuellement la faisabilité d'élaborer un cadre référentiel à l'intention des gouvernements et des organisations non gouvernementales afin de les aider à rendre des comptes au chapitre des dons versés pour l'aide aux victimes et la reconstruction après le tsunami de décembre 2005. Nous évaluons également la possibilité de lancer des projets de recherche et de développement des capacités dans deux domaines : les questions horizontales et les partenariats.

En novembre 2005, la CCAF-FCVI organisera un Symposium sur la vérification environnementale pour examiner les défis et les contraintes de la vérification environnementale dans le contexte du partage de la gouvernance.

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Programme international de bourses d'études

Le Programme international de bourses d'études continue de se mériter une solide réputation au Canada et à l'étranger. En fait, la demande émane fortement de nombreux partenaires internationaux qui souhaitent participer au programme. On doit une grande part de ce succès à l'engagement inébranlable de nos partenaires : l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Bureau du vérificateur général du Canada, le Vérificateur général du Québec et les bureaux de vérification nationaux des pays participants.

En mai, les boursiers du stage de 2004-2005 ont terminé leur formation. Ils sont retournés dans leur pays respectifs avec la tâche de transmettre à leurs collègues du bureau de vérification national les connaissances et techniques acquises au Canada en matière de vérification intégrée/vérification de l'optimisation des ressources/vérification de la performance. Nous leur souhaitons de réussir dans leurs efforts et dans la mise en œuvre du projet que chacun a élaboré pendant son stage au Canada.

Quant au groupe de boursiers de 2005-2006, il sera constitué principalement de vérificateurs chevronnés venant de pays d'Afrique - Bénin, Cameroun et Tanzanie - et de représentants du Costa Rica et de la Thaïlande. Les deux boursiers du Bénin effectueront leur stage dans les bureaux du Vérificateur général du Québec.

GROUPE DE 2004-2005

ARGENTINE	<i>Sébastien Gil</i> Bureau du vérificateur général de la République argentine
BRÉSIL	<i>Carlos Modena</i> Cour des comptes du Brésil
GUYANA	<i>Claireann James</i> Bureau du vérificateur général du Guyana
PAKISTAN	<i>Imran Iqbal</i> Bureau du vérificateur général du Pakistan
TRINITÉ-ET-TOBAGO	<i>Reahla Balroop</i> Bureau du vérificateur général de Trinité-et-Tobago

GROUPE DE 2005-2006

BÉNIN	<i>Benoît Azodjilande</i> Chambre des Comptes de la cour suprême du Bénin
	<i>David Sobinto</i> Chambre des Comptes de la cour suprême du Bénin
CAMEROUN	<i>Pauline Kane Fortune</i> Contrôle Supérieur de l'État
COSTA RICA	<i>José Alpizar Fallas</i> Bureau du contrôleur général du Costa Rica
TANZANIE	<i>Grace Mugyabuso</i> Bureau du contrôleur et du vérificateur général de la Tanzanie
	<i>James Ryoba</i> Bureau du contrôleur et du vérificateur général de la Tanzanie
THAÏLANDE	<i>Sirintorn Phankasem</i> Bureau du vérificateur général de la Thaïlande

Grâce aux judicieux conseils du Comité international de la CCAF-FCVI, présidé par l'ancien ambassadeur du Canada Nick Hare, nous avons adapté notre approche de la mise en œuvre du programme, tant sur le plan administratif que stratégique, et entrepris plusieurs importants projets afin de :

- nous concentrer sur un nombre plus petit de pays pendant une période plus courte (en nous fondant sur les priorités établies par l'ACDI) pour bâtir une masse critique d'experts en vérification intégrée/vérification de l'optimisation des ressources/vérification de la performance dans le bureau de vérification national de chacun de ces pays;
- accroître l'importance accordée à l'élaboration d'un projet stratégique par chaque boursier, projet mis en œuvre dès le retour du boursier dans son pays;
- revoir les critères de sélection des candidats et des pays participants, afin d'augmenter la probabilité de succès, et de garantir le maintien de l'élan après le retour du boursier dans son pays; et
- investir davantage dans les activités destinées aux diplômés du programme : consulter régulièrement les boursiers diplômés et les directeurs des bureaux de vérification nationaux afin d'évaluer l'incidence du programme; obtenir régulièrement des rapports d'activité concernant la mise en œuvre des projets spéciaux et la diffusion du savoir acquis pendant le stage du boursier au Canada; et élaborer une politique d'approbation des demandes de subventions venant de boursiers diplômés.

Au début de 2006, nous comptons soumettre à l'ACDI une proposition visant le renouvellement et l'expansion de notre programme international. À cette fin, l'ACDI a commandé une évaluation de programme qui devra s'effectuer en 2005, et nous organisons une séance de planification stratégique. Ces travaux, ainsi que les résultats d'un sondage à être mené auprès des boursiers diplômés et des directeurs de bureaux de vérification nationaux afin de connaître l'incidence du programme, nous guideront dans l'élaboration de cette proposition de renouvellement.

Autres activités internationales

Nous avons grandement contribué à l'élaboration d'une proposition visant la mise sur pied d'un programme de développement des capacités en matière de vérification interne destiné aux pays situés dans le sud de l'Afrique, et auquel participeraient le gouvernement du Canada (Bureau du contrôleur général), le gouvernement de l'Ontario (Division de la vérification interne), la Ville de Toronto (Vérificateur général de Toronto), les gouvernements des pays du sud de l'Afrique, l'Institut des vérificateurs internes et la Banque mondiale. Le programme visé s'apparente au Programme international de bourses d'études et serait administré par la CCAF-FCVI selon une formule qui n'aurait aucune incidence sur les revenus de celle-ci.

COMITÉ INTERNATIONAL

Nick Hare (président)

Antonine Campbell, directrice principale, Relations internationales, Bureau du vérificateur général du Canada

Yves Gauthier, vice-président, Gestion des risques, Valeurs mobilières Desjardins

Marie-France Laverrière, directrice, Vérificateur général du Québec

John R. Sharpe (président sortant)

Ronald Thompson, vérificateur général adjoint du Canada

Membre d'office

Michael P. Eastman, directeur général, CCAF-FCVI

Représentant de l'ACDI

Robert Morrow, agent principal de programme

Secrétaire du comité

Marc Meloche, directeur, Planification stratégique et Affaires internationales, CCAF-FCVI

ADMINISTRATION ET COMMUNICATIONS

En 2004-2005, le personnel de la CCAF-FCVI a répondu aux besoins des membres en effectuant des travaux de recherche, gérant les programmes, tenant des rencontres ou communiquant avec les membres et autres parties prenantes, organisant divers événements et exécutant les nombreuses tâches nécessaires au bon déroulement des activités de la CCAF-FCVI. Il a accompli ces fonctions tout en relevant deux défis de taille : assurer le déménagement de la CCAF-FCVI dans ses nouveaux bureaux, et s'occuper des préparatifs en vue de la tenue, en octobre 2005, du Congrès national soulignant le 25^e anniversaire de la CCAF-FCVI.

Nous tenons à remercier chacun des membres du personnel pour sa contribution à notre succès.

LYNNE CASIPLE-LUECK
Informaticienne

ELIZABETH (LIZ) DOMBROSKIE
Coordonnatrice des services

CAROLINE JORGENSEN
Gestionnaire, Programmes internationaux

ELIZABETH (LIBBY) MACRAE
Conseillère en recherche principale

MARC MELOCHE
Directeur, Planification stratégique et Affaires internationales

DAVID MOYNAGH
Directeur de la recherche

DANIEL B. RUBENSTEIN
Conseiller en recherche principal

RONA SHAFFRAN
Conseillère en recherche principale

NICOLE WIECZOREK
Directrice, Services généraux et chef des services financiers

Communications

Le site Web nouvellement remanié - www.ccaf-fcvi.com - offre aux membres tout comme aux visiteurs une façon attrayante et conviviale d'accéder à l'information et aux services que propose la CCAF-FCVI. Ainsi, les membres ont accès aux tout derniers rapports de recherche ainsi qu'au bulletin *L'INFORMATEUR* contenant des articles récents sur les membres et les activités de la CCAF-FCVI; ils peuvent consulter les archives pour obtenir des documents publiés au cours des dernières années, et s'inscrire au Congrès national.

Le site Web constitue un des outils de communication utilisés par la CCAF-FCVI, au même titre que les communiqués électroniques et les envois par la poste. En janvier 2005 nous avons modifié le format de nos communiqués électroniques pour les rendre plus attrayants et plus faciles à lire.



Nous espérons que nos membres participeront en grand nombre au Congrès national, qui se déroulera les 17 et 18 octobre à Ottawa. Une équipe exceptionnelle de conférenciers et d'experts explorera les trois sous-thèmes du Congrès :



- Reddition des comptes publique - Passer au stade suivant
- Réforme parlementaire - Rehausser le rôle du législateur et du corps législatif dans le processus de reddition de comptes publique
- Engagement des citoyens - Trouver le juste milieu entre les attentes et la réalité.

Le Congrès national se déroulera sur le thème *Dialogue avec les citoyens. Viser le changement... assurer le succès*. Nous espérons que vous y serez.

COMITÉ DU CONGRÈS NATIONAL DE 2005

NAOMI MELLOR

Directrice générale, Finances scolaires
Ministère de l'Apprentissage de la Saskatchewan

GARY PEALL

Sous-vérificateur général
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

GRANT ROBERTSON

Directeur général, Travaux et liaison ministériels
Ministère des Finances de l'Alberta

MERWAN SAHER

Vérificateur général adjoint, Pratique professionnelle et
Assurance de la qualité
Bureau du vérificateur général de l'Alberta

RON SALOLE

Vice-président, Normalisation
Institut Canadien des Comptables Agréés

ROBERT SIDDALL

Contrôleur provincial
Ministère des Finances de l'Ontario

RICHARD SMITH

Vérificateur général adjoint
Bureau du vérificateur général du Canada

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Par cette analyse, nous visons à présenter au lecteur les états financiers selon le point de vue de la direction et du conseil d'administration, et à expliquer toute modification importante apportée dans la formule de présentation de ces états.

Nous annexons au présent rapport les états financiers de la CCAF-FCVI pour l'exercice terminé le 31 mars 2005, de même que l'opinion du vérificateur chargé de revoir les chiffres. Ayant prévu un déficit de 120 000 \$ pour l'année, et le budget ayant été approuvé par le conseil d'administration, nous sommes fiers d'annoncer qu'à la fin de l'année, ce déficit ne s'élève qu'à quelque 75 000 \$.

Le comité de vérification a rencontré les vérificateurs Welch & Company, qui n'ont signalé aucune lacune majeure touchant les systèmes de contrôle interne de la CCAF-FCVI. Il a ensuite présenté les états financiers ci-joints à la réunion du conseil d'administration du 30 juin, lequel les a approuvés.

Revenus - tendances et attentes

Au cours des dernières années, les revenus provenant de nos membres ont diminué considérablement. En 2005, nous avons réussi à stabiliser ce financement. Toutefois, nous devons maintenant explorer des sources additionnelles de revenus afin d'être en mesure d'effectuer les activités prévues au programme de recherche et de développement des capacités.

Niveau des dépenses

Dans le dernier rapport annuel, nous avons souligné l'absence de dépenses salariales liées au poste de directeur général (d'avril à décembre 2003). En 2005, le salaire de celui-ci s'avère un facteur important expliquant l'augmentation qui a eu lieu dans les dépenses de programmes. En effet, les salaires constituent une importante partie de ces dépenses et, en raison de l'accroissement des activités menées dans les domaines de la recherche, des communications et des relations avec les parties prenantes, les coûts liés à ces programmes ont aussi augmenté au cours de la dernière année.

En 2004, nous avons modifié notre politique d'attribution des dépenses salariales afin de mieux tenir compte des responsabilités qui incombent au Secrétariat. Nous déterminons l'attribution au début de chaque exercice financier et vérifions périodiquement sa pertinence, l'ajustant au besoin. La majorité des coûts salariaux constituent des dépenses de programmes, surtout au chapitre de la recherche et du développement des capacités.

Le montant des salaires et avantages sociaux comprend un crédit d'impôt de deux ans accordé à la CCAF-FCVI pour son exercice 2005, en vertu d'une décision rendue par le gouvernement provincial. Il en résulte que le total des dépenses en salaires et avantages sociaux inscrit pour 2005 se trouve moins élevé qu'à l'habitude. En 2006, ce montant augmentera pour revenir à des chiffres correspondant aux niveaux antérieurs.

Dans le rapport de l'an dernier, nous avons informé nos membres que nous étudions différentes options quant à notre espace de bureau. En 2005, nous avons signé un bail pour la location de nouveaux locaux.

Cette décision nous permettra de réaliser, au cours des cinq prochaines années, des économies considérables (voir la note 10).

En raison de l'accroissement des activités du Comité sur la gouvernance, les membres de la direction et le conseil d'administration se sont réunis plus souvent au cours de l'exercice 2005. De plus, une modification au règlement général de la CCAF-FCVI s'est traduite par une légère augmentation du nombre de membres siégeant au conseil d'administration.

En 2004, nous avons dû ajouter aux frais généraux de fonctionnement un montant pour des frais exceptionnels encourus afin de combler le poste de directeur général. En 2005, ces frais sont revenus à un montant correspondant à des niveaux antérieurs.

ÉTATS FINANCIERS

De

CCAF-FCVI INC.

Pour l'exercice clos

LE 31 MARS 2005



Welch & Company LLP
Lévesque Marchand, Chartered Accountants

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de

CCAF-FCVI INC.

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de CCAF-FCVI Inc. au 31 mars 2005 ainsi que les états des opérations et des changements de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Fondation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2005, ainsi que les résultats de son exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Welch & Company LLP.

COMPTABLES AGRÉÉS

Ottawa (Ontario)
le 16 mai 2005.

CCAF-FCVI INC.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

31 MARS 2005

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
<u>ACTIF</u>		
À COURT TERME		
Encaisse	298 429 \$	390 803 \$
Débiteurs	149 946	49 624
Frais payés d'avance	<u>26 628</u>	<u>27 114</u>
	475 003	467 541
ÉQUIPEMENT ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES - note 4	<u>14 789</u>	<u>13 909</u>
	<u>489 792 \$</u>	<u>481 450 \$</u>
<u>PASSIF ET ACTIF NET</u>		
PASSIF		
Créditeurs et frais courus	87 659 \$	80 436 \$
Revenus reportés - note 5	95 163	15 354
Montant à payer au Programme international - note 6	<u>30 460</u>	<u>34 563</u>
	<u>213 282</u>	<u>130 353</u>
ACTIF NET	<u>276 510</u>	<u>351 097</u>
	<u>489 792 \$</u>	<u>481 450 \$</u>

Signé au nom du Conseil

..... *Moris Paradis* Administrateur

..... *Peter Valente* Administrateur

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC.

ÉTAT DES OPÉRATIONS ET DES CHANGEMENTS DE L'ACTIF NET

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2005

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
REVENUS		
Cotisations et contributions des membres	997 322 \$	1 001 061 \$
Contributions pour la recherche	142 174	148 981
Revenu net tiré des publications - note 7	836	4 844
Intérêts et autres	<u>2 498</u>	<u>3 501</u>
	<u>1 142 830</u>	<u>1 158 387</u>
DÉPENSES POUR PROGRAMMES		
Recherche et développement	657 689	540 441
Communications	93 883	53 103
Liens avec nos parties prenantes	<u>74 002</u>	<u>1 795</u>
	<u>825 574</u>	<u>595 339</u>
DÉPENSES GÉNÉRALES		
Salaires et charge sociale - note 8	184 382	202 972
Loyer	91 089	95 556
Réunions du conseil et de l'exécutif	25 891	15 953
Bureau et frais généraux d'exploitation	74 900	92 842
Amortissement	<u>15 581</u>	<u>11 801</u>
	<u>391 843</u>	<u>419 124</u>
	<u>1 217 417</u>	<u>1 014 463</u>
REVENU NET (DÉPENSE NETTE)	(74 587)	143 924
ACTIF NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>351 097</u>	<u>207 173</u>
ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>276 510 \$</u>	<u>351 097 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC.
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2005

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
ENCAISSE FOURNIE (UTILISÉE) PAR		
Les activités d'exploitation		
Revenu net (dépende nette)	(74 587) \$	143 924 \$
Item ne nécessitant pas une sortie immédiate d'encaisse:		
Amortissement	<u>15 581</u>	<u>11 801</u>
	(59 006)	155 725
Variations dans le niveau des:		
Débiteurs et frais payés d'avance	(100 322)	(12 100)
Créditeurs et frais courus	7 223	62 522
Revenus reportés	<u>79 809</u>	<u>11 204</u>
	<u>(72 296)</u>	<u>217 351</u>
Les activités d'investissement		
Achat d'équipement et d'améliorations locatives	<u>(16 461)</u>	<u>(11 443)</u>
Les activités de financement		
Avances au programme international - net des dépenses	<u>(4 103)</u>	<u>(21 886)</u>
FLUX NET DE TRÉSORERIE	(92 860)	184 022
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>390 803</u>	<u>206 781</u>
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>297 943 \$</u>	<u>390 803 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2005

1. POUVOIR ET OPÉRATIONS

La Fondation a été établie en 1980 par lettres patentes en vertu de la Partie II de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.

La Fondation contribue le leadership des idées et bâtit les connaissances et la capacité qui permettent une gouvernance effective et augmentent la pertinence de la responsabilisation, la gestion et la vérification. Le point de mire et le bénéficiaire du travail de la Fondation est le secteur public. Les activités principales de la Fondation sont la recherche, l'éducation et autres programmes de support dans les domaines suivants; l'information sur la gouvernance et sur les pratiques liées à la gouvernance et à la responsabilisation; l'information sur les résultats (financière ou non) qui pourrait servir à rendre compte publiquement ou à supporter la planification ou l'évaluation des améliorations dans la planification stratégique et commerciale; les approches et les pratiques de contrôleur et de gestionnaire y compris l'information sur la performance, le risque, le contrôle et l'éthique; la vérification de la performance, y compris mais sans se limiter aux vérifications de l'information sur la performance tel que diffusée aux corps gouvernants et/ou au public; et la vérification d'intendance, de gestion, de contrôle et d'autres pratiques de gestion axées vers les résultats.

La Fondation a été organisée et opère selon le mandat décrit ci-dessus et comme tel est exempté d'impôts d'après les lois fiscales du Canada.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

a) *Cotisation et contributions des membres*

Les cotisations des membres sont reconnues au revenu de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées. Les contributions ont été inscrites selon la méthode comptable du report pour les contributions. Selon cette méthode, les contributions sont reconnues au revenu de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées.

b) *Coûts de développement*

La Fondation a formulé des cours et a préparé des publications afin de remplir son mandat tel que décrit à la note 1. Les revenus rattachés à l'utilisation ou à la vente de ces items sont généralement déterminés de telle façon que seuls les coûts directs sont recouvrables. Tous les coûts encourus dans le développement des cours et des publications sont inscrits à la dépense dans l'exercice où ils sont encourus.

c) *Publications et matériaux de cours*

La Fondation comptabilise les coûts des publications et des matériaux de cours aux frais payés d'avance. À cause de l'incertitude rattachée au recouvrement des coûts directs encourus lors de la préparation des publications et matériaux de cours, ces coûts sont inscrits à 1 \$ à l'État de la situation financière.

d) *Équipement et améliorations locatives*

Les meubles, l'équipement de bureau et les améliorations locatives sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

L'amortissement des meubles et équipement de bureau est calculé selon l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. L'amortissement des améliorations locatives est calculé sur une base linéaire selon le terme de bail.

e) *Utilisation d'estimations*

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la Direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses comptabilisés. À leur réalisation, les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

.../2

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2005

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Fondation se composent de l'encaisse, des débiteurs, des créditeurs et du montant à payer au Programme international. Sauf, si autrement mentionné et selon l'avis des administrateurs, la Fondation n'est pas sujette à des risques importants liés aux fluctuations des taux d'intérêts, des taux de change et/ou des marchés découlant de ces instruments financiers. La juste valeur marchande de ces instruments financiers se rapproche de leur valeur aux livres à cause de leurs échéances à court terme.

4. ÉQUIPEMENT ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES

Les équipements et améliorations locatives et l'amortissement cumulé se détaillent comme suit:

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Meubles, équipement de bureau et améliorations locatives	109 368 \$	92 907 \$
Amortissement cumulé	<u>94 579</u>	<u>78 998</u>
	<u>14 789 \$</u>	<u>13 909 \$</u>

5. REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés comprennent diverses contributions liées aux opérations de la Fondation et à des projets de recherche concernant les exercices futurs tels que suit:

	<u>Opérations</u>	<u>Recherche</u>	<u>Total</u>
Solde au 31 mars 2004	15 354 \$	-	15 354 \$
Revenu reconnu au cours de l'exercice	(15 354)	-	(15 354)
Revenu reçu au cours de l'exercice qui se rapporte aux exercices futurs	<u>25 663</u>	<u>69 500</u>	<u>95 163</u>
Solde au 31 mars 2005	<u>25 663 \$</u>	<u>69 500 \$</u>	<u>95 163 \$</u>

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2005

6. FONDS DU PROGRAMME INTERNATIONAL

La Fondation coordonne un programme conçu pour améliorer les processus de gouvernance du secteur public dans les pays en voie de développement. Les coûts du Programme international sont financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avec certaines contributions en nature des Bureaux des vérificateurs généraux du Canada et du Québec, ainsi que de certaines Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. L'entente courante de contribution avec l'ACDI, qui vient à échéance le 31 mars 2007, prévoit un financement annuel jusqu'à concurrence de 354 000 \$. L'ACDI défraie les dépenses administratives directes associées à ce programme et contribue aussi aux frais d'administration généraux de la Fondation.

Les activités financières du programme international se détaillent comme suit:

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
a) Revenus et dépenses		
Revenus du programme	358 153 \$	375 995 \$
Dépenses directes	244 102	287 001
Dépenses administratives	<u>114 051</u>	<u>88 994</u>
	<u>358 153 \$</u>	<u>375 995 \$</u>
b) Flux de trésorerie relatifs au programme		
Montants à payer au début de l'exercice	34 563 \$	56 449 \$
Avances reçues de l'ACDI	354 050	354 109
Dépenses au cours de l'exercice	<u>358 153</u>	<u>375 995</u>
Montants à payer à la fin de l'exercice	<u>30 460 \$</u>	<u>34 563 \$</u>

7. REVENU NET TIRÉ DES PUBLICATIONS

Le revenu net provenant de cette activité se compose des montants suivants et n'inclut aucun montant pour les frais généraux:

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Revenu	984 \$	5 170 \$
Dépenses	<u>148</u>	<u>326</u>
	<u>836 \$</u>	<u>4 844 \$</u>

.../4

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2005

8. SALAIRES ET CHARGE SOCIALE

Le total de la dépense salariale, incluant la charge sociale, fut de 876 080 \$ (2004 - 756 650 \$). Les salaires sont répartis entre les diverses activités opérationnelles comme suit:

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
Recherche	507 723 \$	461 133 \$
Communications	73 322	42 545
Programme international	58 347	50 000
Liens avec nos parties prenantes	52 306	-
Salaires généraux	184 382	202 972

9. COTISATIONS DES MEMBRES ET CONTRIBUTIONS

La Fondation tire près d'un tiers de ses revenus tirés de cotisations de membres, d'un seul membre.

10. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Loyer

La Fondation a signé un bail pour ses locaux qui exige des versements annuels suivant. Le bail vient à échéance le 28 février 2010.

2006	70 075 \$
2007	72 177
2008	74 342
2009	76 562
2010	72 117

11. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin des les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.